



GCERF

Preventing Violent Extremism

**IL EST POSSIBLE
D'ÉCRIRE UNE
HISTOIRE
DIFFÉRENTE**

MOTIF D'INVESTISSEMENT



MOTIF D'INVESTISSEMENT

IL EST POSSIBLE D'ÉCRIRE UNE HISTOIRE DIFFÉRENTE

En 2019, le monde a investi 3,6 milliards de dollars US dans des mesures de riposte face à la violence. Pourtant, la forme la plus pernicieuse de violence, l'extrémisme violent, ne cesse de s'étendre. La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités, exposant encore davantage les jeunes aux discours extrémistes. La menace continue de croître et les mesures de riposte traditionnelles ne fonctionnent pas.

Il est néanmoins possible d'écrire une histoire différente.



« En cette vingtième année de commémoration du 11 septembre, il est important de réitérer notre engagement mondial de résister face à l'extrémisme, sous toutes ses formes, et de le combattre, et de recalibrer nos réponses afin de veiller à ce que les sociétés soient résilientes face à ces idéologies qui créent des dissensions, sont emplies de haine et qui nous concernent tous. Les mesures de sécurité prises pour lutter contre l'extrémisme violent ne suffiront pas à fournir à elles seules les conditions indispensables pour inverser la tendance à l'expansion des idées extrémistes que nous avons pu constater ces 20 dernières années. Il faudra des générations pour reconstruire les sociétés qui ont été touchées par ce cycle d'insécurité, de guerre civile, de conflits et de polarisation, et qui en ont subi les effets, qui ont été, ou qui sont encore, écrasées par des acteurs extrémistes partout dans le monde. Cela requerra une action d'anticipation collective, des ressources et de l'ingéniosité pour veiller à ce que la prochaine génération puisse profiter durablement d'un monde dans lequel l'extrémisme n'a sa place ni dans la société ni dans la politique. »

TONY BLAIR

ANCIEN PREMIER
MINISTRE DU
ROYAUME-UNI

Ces trois dernières années, GCERF a su montrer qu'investir dans le soutien aux populations fait vraiment la différence.

Nous avons déjà apporté de meilleures solutions à un million de personnes exposées au risque de radicalisation, en renforçant la résilience des communautés qui les entourent et en leur donnant plus de moyens.

Au cours des trois prochaines années, grâce à un investissement d'au moins **120 millions de dollars US**, nous continuerons d'investir dans le soutien aux populations.

- Nous fournirons de **meilleures solutions** à 2 millions de personnes supplémentaires directement exposées au risque de radicalisation qui mène à l'extrémisme violent, en réduisant considérablement le nombre de nouveaux endoctrinements des groupes d'extrémistes violents partout dans le monde.
- Nous transformerons le cercle vicieux de l'extrémisme violent existant au sein des communautés dans lesquelles le désespoir engendre le ressentiment sur lequel comptent les extrémistes violents, en un **cercle vertueux**, dans lequel les communautés font face avec résilience à l'extrémisme violent, ainsi qu'à d'autres menaces exogènes, et peuvent prospérer.
- Nous ferons en sorte de remplacer les conséquences négatives de l'extrémisme violent, y compris la migration irrégulière, la diffusion des discours extrémistes et l'épuisement des ressources publiques, par des **conséquences positives**, telles que la relation de confiance entre communautés et autorités, la consolidation des institutions gouvernementales et un meilleur investissement, notamment de la part du secteur privé.
- Nous approfondirons une **nouvelle approche**, qui permettra d'intégrer des ressources pour la sécurité et le développement, de mobiliser le secteur privé, d'établir des partenariats stratégiques, de convertir la coopération politique en un engagement pratique, et qui sera conduite par les communautés concernées.
- Nous porterons l'ambition mondiale vers la réalisation d'une **prochaine génération libre de tout extrémisme**.

UN DÉFI DE TAILLE

L'extrémisme violent menace directement la sécurité, la croissance économique et le développement à l'échelle internationale.

Il exacerbe les conflits existants, met en péril la démocratie et favorise la migration irrégulière. Il s'agit d'une menace transnationale, même lorsqu'elle se manifeste localement, par exemple par la diffusion en ligne d'une propagande idéologique violente. De la même manière, les intérêts nationaux se définissent au-delà des frontières des pays. Le commerce, l'aide, l'investissement, le tourisme, la sécurité internationale et le développement sont autant de domaines d'exposition aux risques pour les citoyens, les ressources, et la réputation des pays.

Ces trois dernières années, l'impact économique direct de l'extrémisme violent a été évalué à au moins 100 milliards de dollars US à l'échelle mondiale, et au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria, à un montant égal à 2 % du PIB, soit l'équivalent de l'investissement actuellement alloué à la santé et à l'éducation. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que, ces dix dernières années, 16 pays de l'Afrique subsaharienne ont subi une perte d'activité économique évaluée à 100 milliards de dollars US du fait de l'insécurité et de la violence non étatique. Dans la province de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, la vaste

exploitation de ressources gazières a été interrompue pour une durée indéterminée en raison des activités de groupes ayant prêté allégeance à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL).

Selon l'Organisation des Nations Unies, l'extrémisme violent menace d'inverser les progrès en matière de développement accomplis ces dernières décennies dans tous les pays du monde. La Première ministre du Bangladesh a déclaré que l'extrémisme violent représente, avec le changement climatique, la plus grande menace qui pèse sur les progrès en matière de développement dans son pays. La réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 16, qui vise, entre autres, à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable », est particulièrement mise en péril par l'extrémisme violent. Les communautés les plus démunies, et en particulier les femmes et les enfants, en font les frais.

Ces 20 dernières années, le monde a dû faire face à la menace de l'extrémisme violent avec détermination et résolution, mais souvent en employant des moyens militaires. Des progrès ont été réalisés.

Des groupes terroristes organisés, tels que l'EIL et Al-Qaida ont été repoussés dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le nombre de victimes attribuées au terrorisme a diminué à l'échelle mondiale. Les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD, y compris en matière d'éducation, d'emploi et de bonne gouvernance, ont permis d'éliminer certaines des inégalités qui mènent les populations, en particulier les jeunes, vers la radicalisation et l'extrémisme violent.

Cependant, la menace persiste. Le retour des combattants terroristes étrangers et des membres de leur famille de Syrie ou d'Iraq est un problème de longue date ; des groupes terroristes émergent à d'autres endroits ; l'extrémisme violent à caractère raciste ou motivé par des considérations ethniques croît. L'extrémisme violent continue d'imposer un tribut inacceptable en vies humaines, de mettre en péril la prospérité et le progrès, et constitue une véritable atteinte aux valeurs universelles. La pandémie de COVID-19 exacerbe cette menace et sape la résilience qu'il conviendrait de lui opposer.



ANTÓNIO GUTERRES

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

« La pandémie est un signal d'alarme : il est urgent que soit menée entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci une action associant l'ensemble de la société afin que nous puissions repartir ensemble sur de meilleures bases. Une telle démarche va dans le sens des recommandations... à réaliser des investissements stratégiques dans la prévention du terrorisme et la résilience face à ce phénomène en mettant en place des institutions solides et une gouvernance efficace et en inscrivant les efforts menés contre l'extrémisme violent... dans l'action menée en faveur du développement durable, du programme de pérennisation de la paix et de la réalisation des droits humains. »



ATTÉNUER L'IMPACT DE L'EXTRÉMISME VIOLENT SUR LES FEMMES



« Je suis pleine d'espoir, car je suis en mesure de subvenir aux besoins de ma famille et mes revenus sont passés de 200 FCFA (soit 0,31 dollar US) il y a quatre mois à un montant compris entre 1 500 et 3 000 FCFA (soit 2,34 et 4,68 dollars US, respectivement), en fonction des événements particuliers qui peuvent survenir »

...déclare Djidia, une femme entrepreneure et mère de trois enfants au Mali, qui a pris part au programme financé par GCERF dans la région de Kendé, souvent parcourue par des groupes extrémistes violents.

Avant de participer au programme, Djidia était une cible vulnérable à l'endoctrinement. Elle pouvait à peine subvenir aux besoins essentiels de son foyer. Bien que la pauvreté ne mène pas nécessairement à la radicalisation, la vulnérabilité économique et la privation qui en découlent créent des conditions propices à l'endoctrinement par des groupes d'extrémistes violents. Les programmes de GCERF visent à rompre cet engrenage en offrant un appui matériel aux populations afin qu'elles soient en mesure de disposer de moyens d'existence durables.

Djidia a reçu une formation en planification financière, ainsi qu'une subvention pour créer une entreprise, ce qui lui a permis de monter son affaire d'élevage de bétail, une pratique qui a considérablement augmenté son revenu. Elle a également bénéficié d'une sensibilisation aux menaces et aux conséquences de l'extrémisme violent.

Près de 6 000 femmes et jeunes ont reçu un soutien semblable à celui-ci dans le cadre de programmes de GCERF au Mali.

UN NOUVEAU MOYEN DE RIPOSTE



Cette vingtième année de commémoration du 11 septembre offre une occasion d'apprendre aussi bien des réussites que des échecs des mesures prises pour lutter contre l'extrémisme violent au cours de ces vingt dernières années, et d'écrire une histoire différente, qui se terminera autrement dans 20 ans.

Il est maintenant évident que les mesures de riposte punitives, répressives et militaires visant à lutter contre le terrorisme sont onéreuses et inefficaces, et qu'elles tendent à avoir des conséquences négatives indésirables telles que des pertes civiles qui peuvent constituer une cause de radicalisation.

Le secteur du développement ne prend pas position face à ce problème, en raison de la préoccupation liée au risque de légitimer l'extrémisme violent en se concentrant sur ses causes profondes, et à la titrisation de l'aide au développement.

Le secteur privé doit encore mobiliser ses ressources pour relever ce défi.

La riposte multilatérale émergente n'est ni exhaustive, ni coordonnée, ni cohérente.

GCERF est la seule organisation internationale qui se consacre à la prévention de l'extrémisme violent.



RENFORCER LA RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Plus de **49 000 jeunes et 15 000 chefs communautaires et religieux formés en matière de leadership et de plaidoyer afin de leur donner les moyens** de porter la voix des communautés et d'exprimer leurs préoccupations

Création de plus de 400 plateformes de résolution des conflits, qui ont été redynamisées pour permettre à plus de 15 000 personnes de régler leurs différends sans avoir recours à la violence

Plus de **100 appuis à des mentorats en matière de plaidoyer**, dont certains ont abouti à une réforme politique

Renforcement des capacités pour plus de 7 000 parties prenantes gouvernementales ou autres, y compris les autorités d'application de la loi

Sensibilisation et formation pour 4 000 détenus, 300 agents pénitentiaires et 30 assistants juridiques en matière de prévention de l'extrémisme violent

Manifestations culturelles et sportives ayant réuni plus de 240 000 jeunes, promouvant leur estime de soi et leur sentiment d'appartenance en les reconnectant avec d'autres jeunes

Formation de plus de 18 000 jeunes en compétences relationnelles, compétences pratiques et culture numérique

1 596 dialogues interreligieux, intercommunautaires et intergénérationnels qui ont rassemblé plus de 40 000 personnes de groupes et de confessions variés

Établissement de 700 clubs pour la paix (peace clubs), œuvrant pour la paix et la tolérance, dans lesquels il est enseigné aux jeunes à repérer les signes précoces de la radicalisation

Formation professionnelle, formation en entrepreneuriat, et soutien aux activités génératrices de revenus qui ont amélioré les moyens d'existence et la situation professionnelle de **plus de 19 000 personnes**

Notre Conseil d'administration multipartite tient compte des points de vue des bailleurs de fonds, des pays partenaires, de la société civile et du secteur privé. Nous reproduisons cette approche engageant l'ensemble de la société dans les pays que nous soutenons. Nous travaillons en partenariat avec les Nations Unies et d'autres organisations fiables aux échelons international et local, à des fins

de prévention de l'extrémisme et de la violence, de renforcement de la société civile et des institutions gouvernementales, tout en veillant à faire partie intégrante d'un écosystème dont l'influence cumulée demeure plus importante que celles de ses composantes considérées séparément.

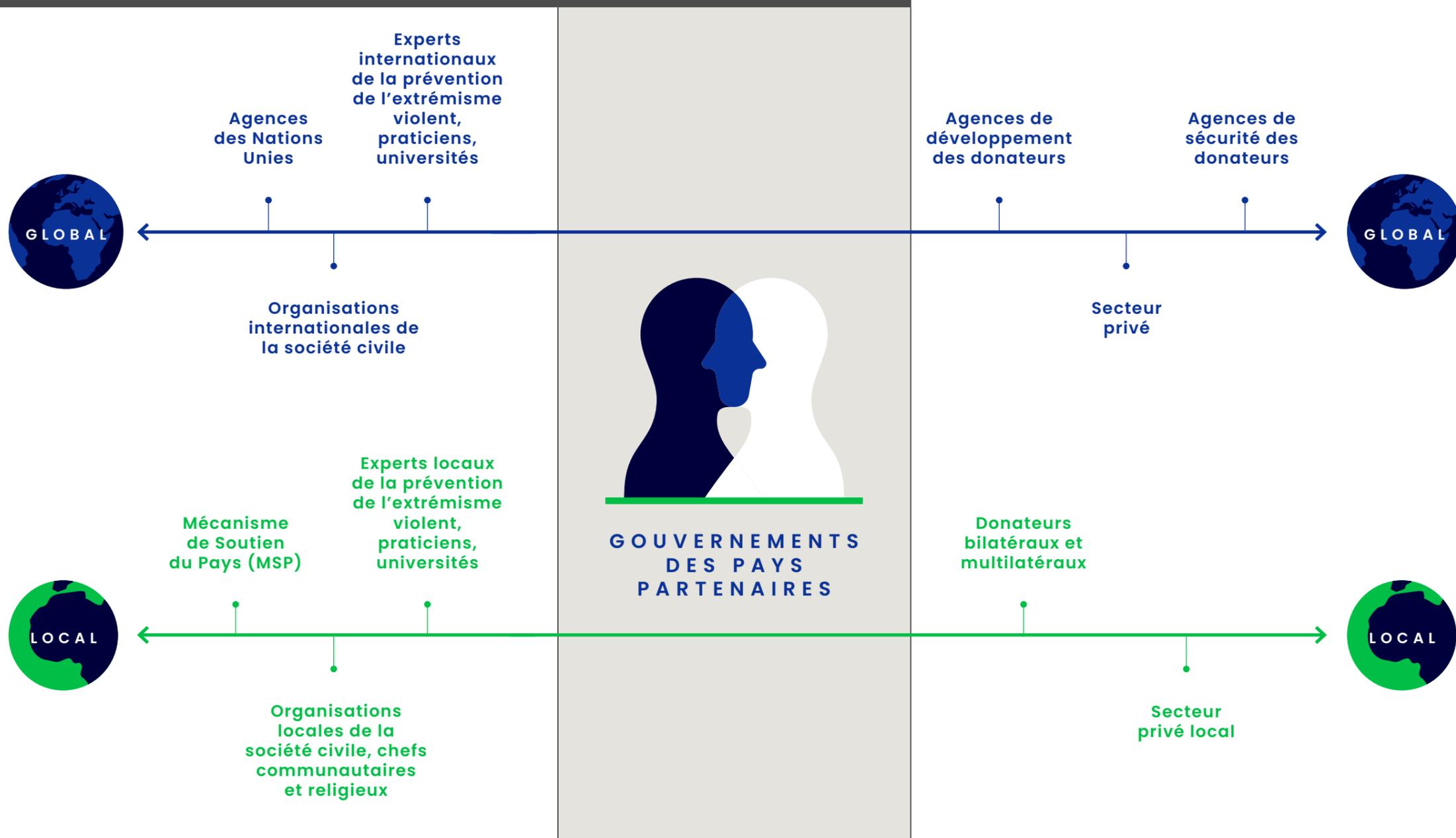
L'appréhension mondiale n'est assortie d'aucun engagement pratique en faveur de l'action.

GCERF représente un nouveau moyen de riposte. Nous mobilisons des ressources provenant de budgets en matière de sécurité et de développement issus des secteurs public et privé.

Nous acheminons directement les fonds alloués vers les organisations locales afin qu'elles élaborent et qu'elles mettent en œuvre des projets qui correspondent à la réalité de leurs situations.

Grâce à notre soutien, elles promeuvent la cohésion sociale, éliminant les barrières à l'égalité des chances, renforçant la capacité d'agir des communautés et favorisant leur raison d'être, en vue de faire progresser les communautés qui sont alors résilientes face à l'extrémisme violent et qui sont capables de parvenir à un développement durable. Nous encourageons le leadership local, la collaboration entre les pairs des organisations locales, ainsi que les partenariats avec les gouvernements nationaux. GCERF tient la communauté internationale informée de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, en se fondant sur une base de données internationales probante toujours plus importante.

PARTENARIAT GCERF



ÉVALUATION INDÉPENDANTE DE GCERF PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMONWEALTH DU ROYAUME-UNI, 2018

« GCERF a mis en place une gouvernance, des processus et des procédures robustes, dans le droit fil de celles d'autres fonds d'affectation spéciale bien établis. En tant qu'organisation internationale juridiquement indépendante, GCERF assume un rôle de "référence absolue" en matière de gouvernance d'organisation internationale, ce qui lui confère des libertés et des possibilités considérables. »

CONVERTIR LA COOPÉRATION POLITIQUE EN UN ENGAGEMENT PRATIQUE

À l'échelle mondiale, GCERF et les interventions pilotées par les communautés que nous soutenons, contribuent à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies et au Plan d'action du Secrétaire général pour la prévention de l'extrémisme violent et permettent de garantir que les cadres de décision élaborés par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme sont bien mis en œuvre à l'échelle locale.

Les stratégies et programmes d'investissement de GCERF sont alignés sur les stratégies et plans d'action nationaux visant à prévenir l'extrémisme violent, et contribuent à leur mise en œuvre à l'échelle locale, en les ajustant aux circonstances, en facilitant leur coordination et en motivant les communautés à y adhérer.

BIEN AGIR

Nous œuvrons à prévenir l'extrémisme et la violence plutôt qu'à chercher à les combattre lorsqu'il est trop tard. Pour ce faire, nous ciblons les causes profondes et cherchons à apporter de **meilleures solutions aux populations, aux jeunes** en particulier, **pour résister à la tentation que pourrait représenter l'extrémisme violent.**

AU BON ENDROIT

GCERF achemine les fonds internationaux vers les **individus et les communautés directement exposés au risque** de radicalisation et d'endoctrinement à visées extrémistes violentes, à l'appui des efforts nationaux.

NOTRE PROCESSUS



1. IDENTIFIER LES COMMUNAUTÉS

Travailler avec des **partenaires locaux** pour identifier les communautés les plus vulnérables à l'extrémisme violent.



4. DÉVELOPPER DES RÉSEAUX

Mettre en relation les **partenaires locaux avec les gouvernements nationaux, les fondations et les entreprises** pour développer des initiatives à plus grande échelle.



3. RENFORCER LES CAPACITÉS

Libérer le potentiel et promouvoir le développement des compétences des organisations locales et de leurs capacités organisationnelles.



5. ENRICHIR LA COMPRÉHENSION GLOBALE

Assurer la durabilité à long terme avec des suivis et des vérifications réguliers. GCERF utilise ces connaissances locales pour **enrichir une compréhension globale de la manière de renforcer la résilience des communautés.**

ATOUTS DE GCERF

AU BON MOMENT

GCERF se concentre sur la prévention, en intervenant dans des pays et régions dans lesquels sont décelés des signes avant-coureurs d'augmentation de la radicalisation et de l'endoctrinement, et dans lesquels **une action immédiate peut façonner les perspectives d'avenir de manière durable.**

DE LA BONNE MANIÈRE

Les projets financés par GCERF sont **pilotés par la communauté.** Ils visent à renforcer les capacités des individus et des communautés, tout en veillant à ce que leur impact soit durable et qu'il se poursuive au-delà de la période de soutien de GCERF, et à ce que les communautés se les approprient.



2. IDENTIFIER ET FINANCER DES ORGANISATIONS

Identifier des organisations communautaires capables de mettre en oeuvre des initiatives locales, et **utiliser un réseau mondial pour financer celles qui ont le potentiel de croître et de prospérer.**



INVITER LES RESPONSABLES AINSI QUE LES GROUPES DE CONFESSIONS ET D'HORIZONS VARIÉS À S'ENGAGER

Au point culminant de la crise des Rohingyas, le ressentiment à l'égard des minorités bouddhistes s'est accentué à Cox's Bazar (Bangladesh). Pour y faire face, un récipiendaire de GCERF a entrepris d'héberger des dialogues interreligieux pour les chefs religieux et des réunions dans les patios pour les femmes, visant à rassembler des personnes de différentes confessions, à transformer, par le dialogue, le ressentiment en promesse d'entraide contre la violence, et à promouvoir l'harmonie.

Ces quatre dernières années, GCERF a organisé plus de 1 600 dialogues interreligieux, intercommunautaires et intergénérationnels pour pallier les divisions religieuses, ethniques et générationnelles dans les sociétés. Les programmes de GCERF ont également permis d'inviter plus de 25 000 chefs religieux et traditionnels à y participer. Au Nigéria, les récipiendaires de GCERF ont rapporté que 94% des chefs traditionnels et religieux ont pris conscience

des risques de la radicalisation menant à l'extrémisme violent en participant à ces activités. Au Mali, à l'issue d'un programme financé par GCERF, 2 099 chefs traditionnels ou religieux ont lancé d'eux-mêmes des initiatives en faveur de la prévention de l'extrémisme violent.

GCERF reste convaincu que la collaboration avec les chefs traditionnels et religieux et l'élimination des dissensions confessionnelles sont fondamentales. Les acteurs religieux et traditionnels sont souvent les porte-parole les plus fiables et les plus respectés pour la communauté. S'ils s'engagent à participer, la communauté les suivra.



CHANGER LA POLITIQUE DU BAS VERS LE HAUT

“

Aujourd'hui,
nous
marquons
l'histoire

SPONSOR DE LA COMMISSION
JEUNESSE DU PROJET DE LOI

« Aujourd'hui, nous marquons l'histoire », déclare M. Ahmed Mohammed, sponsor de la Commission jeunesse du projet de loi, alors que la législation est entérinée par le Gouverneur de l'État de Kogi, une première au Nigéria. Le projet de loi est le résultat d'un long processus de plaidoyer mené par une coalition de jeunes et d'organisations de jeunes.

Le processus a commencé dès lors qu'un partenaire de GCERF a doté les jeunes d'outils en matière de plaidoyer et les a formés à identifier les parties prenantes et les tuteurs pertinents. Une fois formés, les jeunes se sont organisés pour élaborer une stratégie tendant à la réalisation de leurs objectifs. Ils ont ainsi instauré une Commission multipartite de la jeunesse pour le développement, dont le mandat vise à augmenter les possibilités socio-économiques des jeunes, à réduire les comportements antisociaux et à donner aux jeunes femmes et aux jeunes hommes les moyens d'agir.

Ces jeunes se sont organisés et ont suscité l'attention d'acteurs dont le soutien public ou la relation directe avec le législatif pouvaient importer pour le passage du projet de loi. Ils ont également organisé des manifestations publiques dans les communautés, ainsi qu'une campagne sur les médias sociaux. Le projet de loi a été adopté 10 mois après sa conception.

L'effet à long terme de ce projet de loi ne doit pas être sous-estimé. Il s'attaque directement à plusieurs facteurs de l'extrémisme violent dans la région, à une échelle beaucoup plus vaste et pour une durée beaucoup plus longue que celles initialement prévues dans le cadre de l'intervention de GCERF. Plus important encore, ce projet de loi fait renaître la confiance entre les jeunes et les autorités, tout en montrant les bienfaits d'une action politique non violente. Cette réussite a inspiré des initiatives similaires dans d'autres États, tels que celui de Nasarawa, dans lequel une version de la législation est passée en première lecture, et dans celui de Benue, dans lequel l'initiative vient d'être lancée.

18 bailleurs de fonds gouvernementaux ainsi que l'Union européenne ont contribué aux travaux de GCERF à hauteur de plus de 100 millions de dollars US issus de leurs budgets en matière de sécurité, de développement et d'aide humanitaire

13 pays partenaires ont requis le soutien de GCERF

187 organisations non gouvernementales locales ont bénéficié de ressources de la part de GCERF pour bâtir des communautés ouvertes, inclusives et résilientes dans 179 localités à travers le monde

GCERF et ses partenaires ont directement engagé deux millions de personnes, surtout des jeunes femmes et des jeunes hommes, et ils soutiennent 11 autres millions de personnes, qui vivent maintenant au sein de communautés plus sûres

50 % des bénéficiaires des fonds de GCERF sont des femmes et des filles

GCERF a créé **deux groupes d'experts intergouvernementaux** à l'échelle régionale dans les régions du Sahel et des Balkans occidentaux en vue de renforcer la coopération régionale et la riposte face à la menace de l'extrémisme violent

GCERF a mis en place huit plateformes multipartites à l'échelle nationale, qui s'avèrent des lieux de première importance pour les discussions relatives à la prévention de l'extrémisme violent dans les pays partenaires de GCERF

En Somalie et aux Philippines, les programmes de GCERF ont amélioré la **collaboration entre les autorités nationales et infranationales** grâce à l'inclusion de représentants des régions autonomes sur les plateformes nationales

GCERF EN QUELQUES CHIFFRES

PAYS DANS LESQUELS OEUVRE GCERF

KOSOVO
2017-2021
6 financements octroyés
\$3.2m engagés
17 partenaires locaux
Cibles
jeunes, étudiants, médias, chefs communautaires, autorités municipales, personnes rapatriées et membres de leur famille

TUNISIE
2019-2021
5 financements octroyés
\$1m engagés
5 partenaires locaux
Cibles
jeunes, chefs religieux, étudiants universitaires, femmes vivant en milieu rural

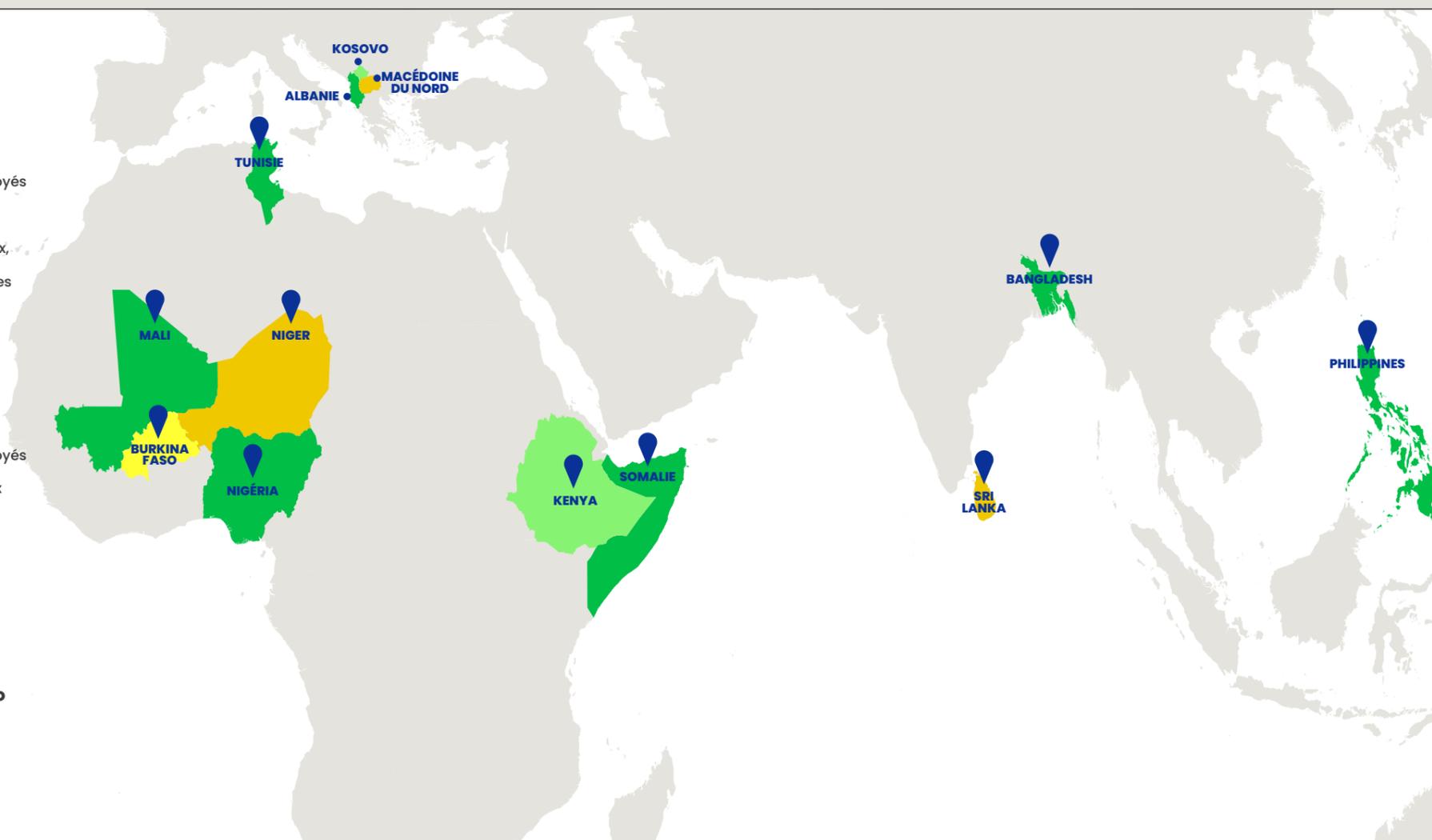
MALI
2016-2022
10 financements octroyés
\$7.1m engagés
42 partenaires locaux
Cibles
chefs religieux, jeunes, femmes

NIGÉRIA
2016-2021
8 financements octroyés
\$9.1m engagés
22 partenaires locaux
Cibles
jeunes, chefs communautaires, femmes

SRI LANKA
2021-2022
1 financement octroyé
\$1m engagés
1 partenaire local
Cibles
jeunes, femmes, étudiants, initiatives interreligieuses

BURKINA FASO
Débutera en 2021

MACÉDOINE DU NORD
Débutera en 2021



KENYA
2018-2021
9 financements octroyés (3 actifs)
\$5.4m engagés
22 partenaires locaux
Cibles
étudiants, jeunes, femmes, chefs religieux, médias

SOMALIE
2021-2023
2 financements octroyés
\$2m engagés
5 partenaires locaux
Cibles
jeunes, femmes, chefs religieux, enseignants

BANGLADESH
2016-2022
8 financements octroyés (3 actifs)
\$9.3m engagés
41 partenaires locaux
Cibles
étudiants, jeunes, femmes, membres des communautés

ALBANIE
2020-2021
1 financement octroyé
\$0.2m engagés
1 partenaire local
Cibles
combattants terroristes étrangers rapatriés

PHILIPPINES
2019-2022
8 financements octroyés
\$3.8m engagés
32 partenaires locaux
Cibles
étudiants, jeunes, chefs religieux, médias

NIGER
Débutera en 2021

APPORTER DE MEILLEURES SOLUTIONS

Grâce à un investissement supplémentaire de 120 millions de dollars US, GCERF pourra continuer d'investir dans le soutien aux populations, en apportant de meilleures solutions pour 2 millions de personnes directement exposées à un risque de radicalisation et d'endoctrinement, et en aménageant un filet de sécurité pour 10 millions d'autres personnes dans leur communauté, en suivant leur trajectoire.

Étendre sa présence à 10 pays supplémentaires y compris dans les régions du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'Asie occidentale et centrale et d'Asie du Sud-Est, tout en garantissant un impact durable dans les pays dans lesquels GCERF est déjà présent

Former et équiper 25 000 chefs communautaires et religieux et ambassadeurs de la paix afin qu'ils mènent la lutte contre l'extrémisme violent dans leurs communautés

Créer 1 250 clubs de jeunes pour la paix

Soutenir les gouvernements dans la mise en œuvre de 20 plans d'action nationaux en matière de lutte contre l'extrémisme violent, accroissant ainsi le rôle de la société civile dans la politique nationale

Soutenir la réadaptation et l'intégration de 1 000 combattants terroristes étrangers rapatriés et des membres de leur famille

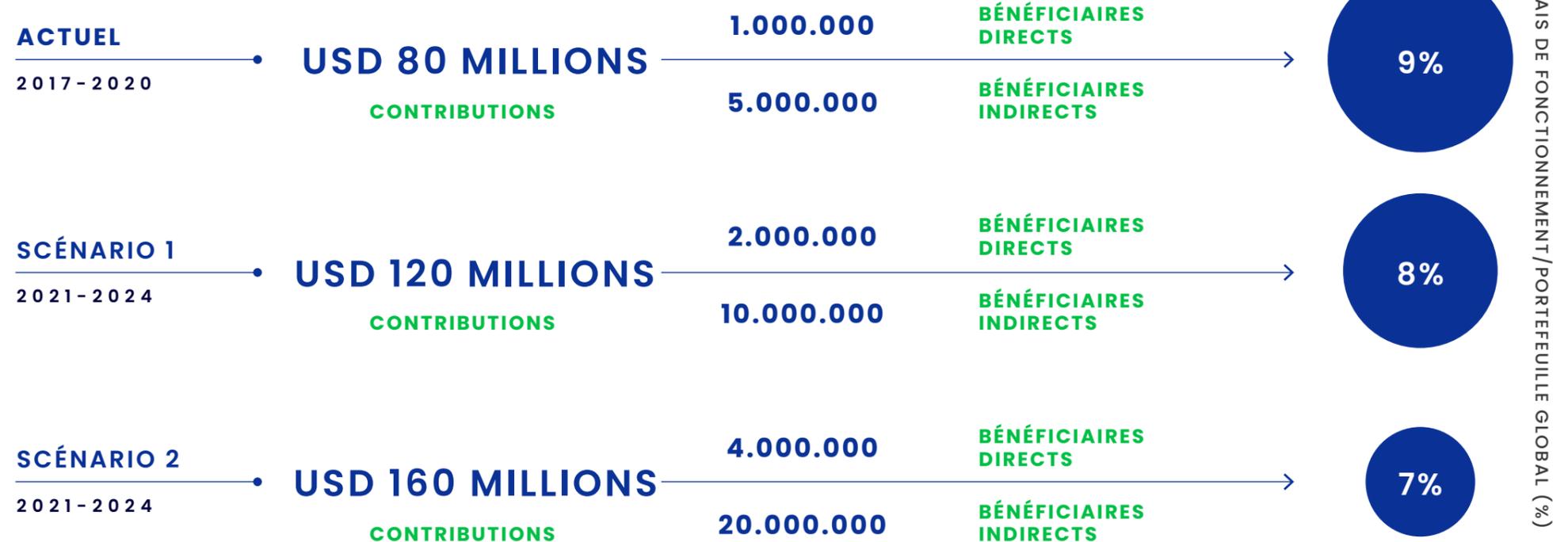
Promouvoir l'engagement gouvernemental en faveur de la prévention de l'extrémisme violent, en travaillant de concert avec les autorités à l'échelle infranationale et en les mettant en relation avec des organisations locales

Établir un réseau de partenaires locaux en vue de rassembler les connaissances qui permettront à GCERF et à la communauté internationale de tirer profit des enseignements nécessaires et d'une évaluation étayée par des données probantes de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas

Permettre un mouvement mondial d'action communautaire contre l'extrémisme violent

RETOUR SUR INVESTISSEMENT

Cela représente un retour de 100% sur une augmentation de 50% en matière d'investissement. Doubler l'investissement destiné à GCERF pour atteindre 160 millions de dollars US sur trois ans multipliera par quatre le retour sur investissement. Plus l'investissement sera important, plus les charges d'exploitation proportionnelles au portefeuille confié à GCERF continueront de diminuer.





INSTAURER UN

L'extrémisme violent engendre un cercle vicieux au sein des communautés dans lesquelles il s'immisce. Les discours extrémistes reprennent les sujets de dissension décelés au sein d'une société et les accentuent délibérément, ce qui donne lieu à un cercle vicieux qui s'autoalimente de ressentiment et de reproches. En outre, l'extrémisme violent

peut s'exprimer sous d'autres formes de violence et de criminalité, y compris les enlèvements et la traite des êtres humains. Les interventions de GCERF ont transformé ce cercle vicieux en un cercle vertueux, inspirant la confiance entre les différents groupes ethniques, tribaux et religieux, qui permet la coopération et l'action collective.

Nous accélérerons ce cercle vertueux au sein des communautés auxquelles nous apportons actuellement notre soutien, et nous l'initierons avec élan dans les nouvelles communautés.

NÉGOCIER LA PAIX ENTRE LES ÉLEVEURS ET LES AGRICULTEURS

« Le pacte pour la paix nous a permis de vivre en frères dans cette communauté », rapporte un membre de la communauté qui réside dans l'État de Kogi au nord de la Ceinture centrale du Nigéria, une région qui a connu une recrudescence de la violence entre éleveurs et agriculteurs, en partie due à la disponibilité limitée des terres pour le pâturage et les cultures en raison du changement climatique. Des groupes extrémistes violents se sont servis de ce conflit environnemental pour intensifier l'endoctrinement.

Un partenaire local de GCERF a rassemblé des chefs traditionnels et religieux, des femmes et des responsables de groupes de jeunes et, ensemble, ils ont créé quatre Équipes d'action communautaire pour la riposte (CART pour Community Action Response Teams, en anglais), dans quatre communautés de l'État de Kogi entre 2016 et 2019. Les membres de ces équipes ont été formés en analyse et résolution des conflits, cartographie des risques, égalité des genres et plaidoyer. Leur mandat visait à prévenir et à résoudre les conflits naissant dans leur communauté et à faire le lien entre la communauté et les autorités locales.

Une évaluation externe a montré que ces CART ont non seulement contribué à la médiation dans le cadre de pactes pour la paix entre éleveurs et agriculteurs, mais elles sont également

devenues une composante clé de leur durabilité en permettant de régler les différends qui s'en sont ensuivis : « L'un d'eux a poignardé l'un de nos frères dans l'exploitation et cela aurait pu sérieusement dégénérer. C'est la CART qui a pris les choses en main et qui a réglé le problème », raconte un autre membre de la communauté.

Sur les 70% des membres de la communauté qui connaissent l'existence des CART, 93% les considèrent comme légitimes, 98% comme efficaces et 70% comme très efficaces pour le règlement des conflits. GCERF élargit actuellement le modèle des CART à d'autres communautés, y compris dans l'État voisin de Nasarawa. Désormais, des communautés qui ne participent pas au programme montent également des CART de manière indépendante.

CERCLE VERTUEUX



RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX NOUVELLES MENACES

La pandémie de COVID-19 a exacerbé de nombreux facteurs d'extrémisme violent et touché les jeunes de manière disproportionnée. Les groupes d'extrémistes violents ont su tirer parti de la pandémie pour intensifier leur propagande, notamment en ligne. Conscient des risques, GCERF a revu une certaine partie de ses octrois de financement, atténuant certains

des effets immédiats de la pandémie et consolidant l'assurance et la confiance des communautés qu'il soutient.

Les réseaux que GCERF a aidé à établir pour repousser l'extrémisme violent ont également été mobilisés afin de protéger les communautés contre la pandémie. Aux Philippines, un partenaire de GCERF s'est servi de sa nouvelle plateforme médiatique pour diffuser des messages de santé publique à plus de 20 000 personnes. Les jeunes agents du changement formés par GCERF au Bangladesh et au Nigéria se sont mobilisés pour sensibiliser leurs communautés.



En renforçant la résilience face à l'extrémisme violent, GCERF consolide également la résilience face à d'autres menaces exogènes.

PROMOUVOIR DES RÉSULTATS POSITIFS

« Je pense qu'il est temps de tout remettre à zéro et de mettre au point une vision cohérente du changement, qui puisse non seulement continuer de décourager la radicalisation, mais aussi de rassembler les populations en vue de renforcer les institutions gouvernementales de sorte que la société soit productive, moderne et qu'elle évolue avec son temps. Cela suppose, en partie, de donner aux communautés et à la société civile les moyens d'agir afin qu'elles prennent des initiatives à l'échelle locale et garantissent l'accès aux services et à de meilleures perspectives aux plus vulnérables. »

TONY BLAIR

ANCIEN PREMIER
MINISTRE DU
ROYAUME-UNI

L'extrémisme violent a des conséquences bien loin de se limiter aux communautés que GCERF soutient. Il accentue les conflits, creuse les inégalités et constitue un facteur de migration irrégulière. Les discours extrémistes circulent largement sur les médias sociaux.

GCERF, quant à lui, préfère privilégier les résultats positifs. La formation, les compétences, les prêts et l'emploi permettent d'opposer de meilleures solutions non seulement à l'endoctrinement, mais également à la migration irrégulière. L'esprit critique et la culture numérique ne permettent pas uniquement aux bénéficiaires de faire la part des discours extrémistes, ils leur donnent également les moyens de les rejeter. Inspirer la confiance entre les communautés et les autorités locales et mettre en valeur le point de vue de la société civile dans les programmes nationaux contribue à renforcer la légitimité de GCERF continuera de démontrer cet effet d'entraînement positif qui provient de son soutien aux communautés.



FAIRE RENAITRE LA CONFIANCE ENTRE LES JEUNES ET LES AUTORITÉS D'APPLICATION DE LA LOI

« La jeunesse commence à entretenir de meilleures relations avec les agents de police et elle est disposée à donner des informations sur les événements qui se produisent dans la communauté », déclare Defencel, 31 ans, agent de police du district de Kamukunji au Kenya.

Rétablir les relations entre la jeunesse et les autorités d'application de la loi est une priorité au titre du portefeuille de GCERF au Kenya, qui a permis de soutenir 252 initiatives visant à faire renaître la confiance entre elles, y compris au moyen de dialogues et d'activités sportives, et qui a également contribué à la formation en résolution des conflits, droits humains et droit humanitaire, de plus de 250 acteurs dans le domaine de la sécurité.

En juillet 2020, alors que la pandémie de COVID-19 reculait, les jeunes se sentaient harcelés par la police, ce qui créait une atmosphère de méfiance, qui, dans certains cas, poussait les jeunes à rejoindre des organisations criminelles ou extrémistes violentes à titre de recrues.

Un partenaire local de GCERF a organisé « Kikao », une série de dialogues à ciel ouvert dans lesquels la jeunesse, les agents du gouvernement et la police étaient représentés et pouvaient s'exprimer ouvertement. Dans le droit fil des recommandations formulées à l'occasion de « Kikao », la force de police locale a nommé deux jeunes agents de liaison issus de leurs rangs, une femme et un homme, tous deux âgés de moins de 35 ans, et connus pour entretenir

de bonnes relations avec les jeunes. Ils ont contribué à faire renaître la confiance entre la police et la jeunesse, ce qui a permis, d'après ce qui a été rapporté, de diminuer l'extrémisme violent et de réduire le nombre de jeunes traversant la frontière pour aller s'entraîner en Somalie. La réussite du programme a également eu un effet boule de neige. Le commissariat voisin de Buruburu a aussi désigné de jeunes agents de liaison et la mise en œuvre du programme récemment élaboré est désormais lancée à l'échelle nationale. Ce programme commencera dans 11 comtés pilotes, y compris dans la capitale du pays, Nairobi.

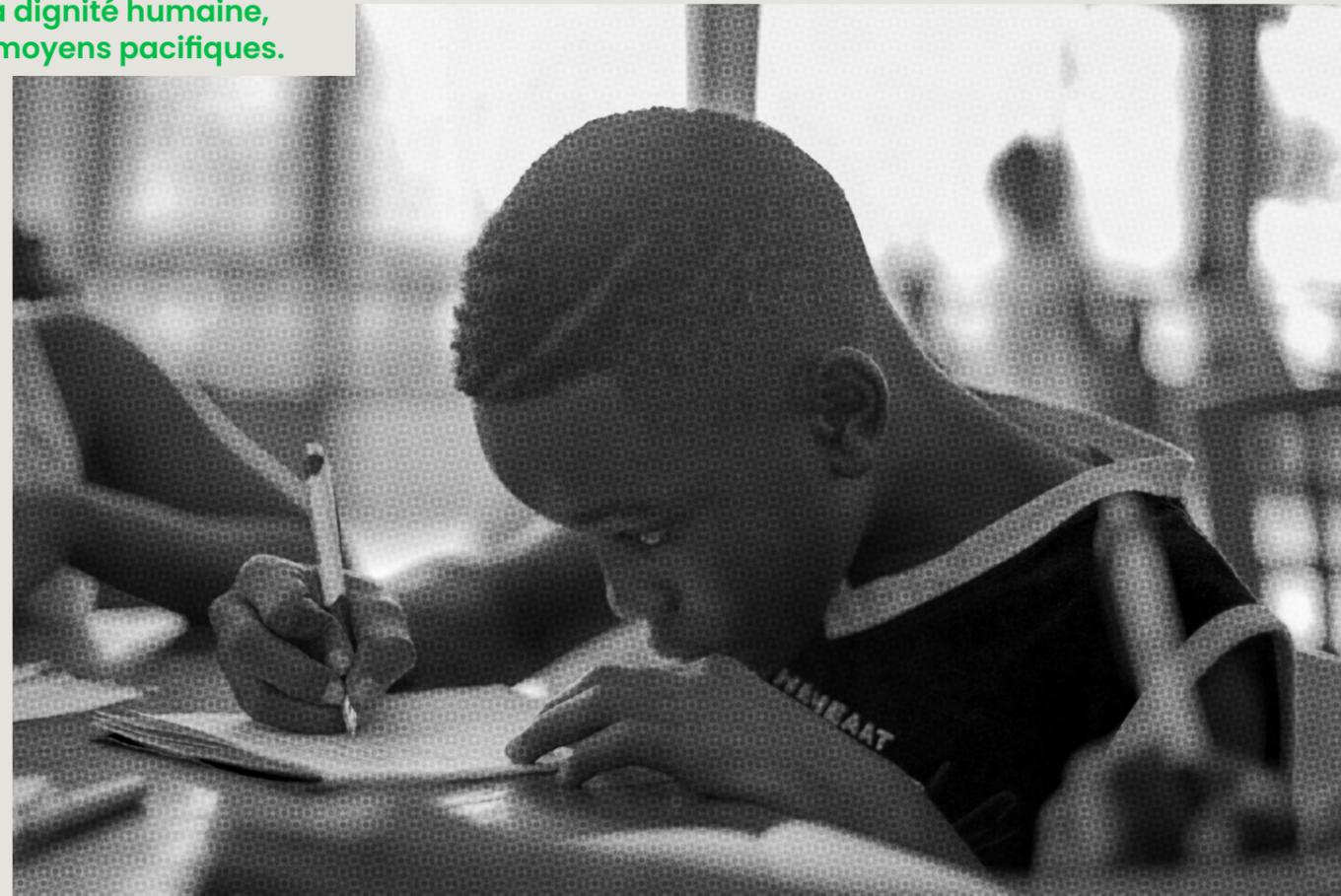
ÉCRIRE UNE HISTOIRE DIFFÉRENTE

Vingt ans après le 11 septembre, l'occasion s'offre à nous de réitérer l'engagement que nous avons pris à l'échelle mondiale de lutter contre l'extrémisme violent et de promouvoir davantage la dignité humaine, l'intégrité des États et l'ordre international, par des moyens pacifiques.

Il est également temps de réajuster nos approches.

La communauté internationale reconnaît désormais que la menace ne s'est pas estompée, et que les approches traditionnelles ne fonctionnent pas. Nous disposons maintenant de données suffisantes pour évaluer les réussites et les échecs du passé. Il est possible d'observer un regain de confiance, quoique prudent, dans la mondialisation et, à l'issue de la pandémie de COVID-19, un engagement renouvelé vis-à-vis d'un avenir plus prévisible.

GCERF est en première ligne d'une nouvelle sorte de multilatéralisme, plus crédible, qui fait le lien entre le dialogue politique mondial et les réalités sociales locales ; qui travaille entre les secteurs compartimentés du développement, de la sécurité et de l'aide humanitaire, afin de cibler les priorités des populations exposées aux risques ; qui réajuste la relation traditionnelle entre bailleurs de fonds et bénéficiaires pour en faire un véritable partenariat ; qui mobilise les ressources et l'ingéniosité du secteur privé ; et donne les moyens aux communautés de prendre le contrôle de leur propre destin.



“

TONY BLAIR

ANCIEN PREMIER MINISTRE
DU ROYAUME-UNI

« Depuis sa création en 2014, GCERF a joué un rôle important dans la coordination des efforts multilatéraux pour que les fonds internationaux puissent atteindre les communautés qui sont fortement touchées par l'insécurité de l'extrémisme. Le fait que GCERF ait pris une telle envergure dans la boîte à outils de la communauté internationale en matière de lutte contre le terrorisme est la preuve que nombre de politiques sont nécessaires pour contrecarrer la résonance des discours extrémistes, et que le fait de se rassembler pour avoir un impact positif maximal relève d'une responsabilité collective. »

SOUTIEN DU MALI

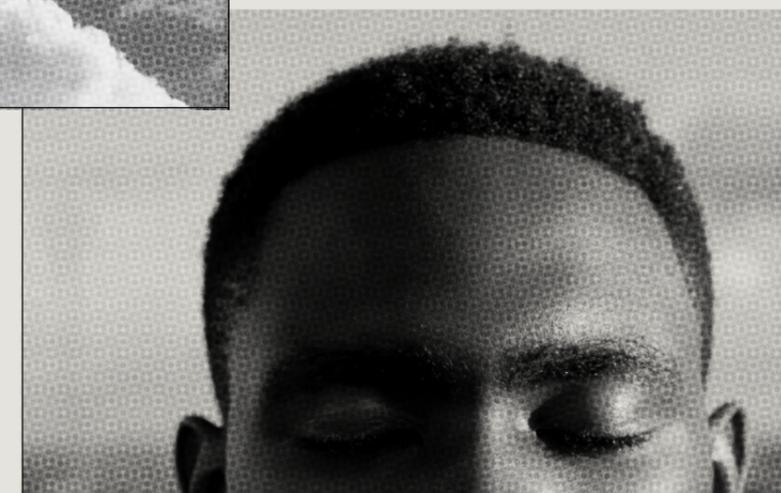
LE PRÉSIDENT DU COMITÉ

« L'approche de GCERF est la seule à laisser la possibilité aux gouvernements nationaux d'endosser la responsabilité de prévenir l'extrémisme violent sur leur propre territoire. GCERF n'impose rien, il convie les gouvernements nationaux, le secteur privé et la société civile à se rassembler et facilite le dialogue entre eux. »

Certains domaines de la politique publique ont suscité un engagement moins ambitieux que celui de l'extrémisme violent. La communauté internationale parle de la lutte contre l'extrémisme violent et de sa prévention, mais jamais de son élimination. Il convient de ne pas douter que, dans vingt ans, la prochaine génération pourra profiter durablement d'un monde dans lequel l'extrémisme n'a sa place ni dans la société ni dans la politique. GCERF donnera aux populations et aux communautés les plus touchées les moyens de prendre les choses en main.

Il est temps d'investir dans le soutien aux populations, d'écrire une histoire différente, qui se termine autrement. Une histoire qui commence au début, avec les causes profondes, et non pas avec une fin violente. Une histoire dans laquelle la conclusion ne part pas d'emblée du principe que les jeunes rejoignent les groupes d'extrémistes violents.

**UNE HISTOIRE DE
COLLABORATION POUR
BÂTIR ET GARANTIR
UN AVENIR MEILLEUR.**



DONNER AUX JEUNES LES MOYENS DE MENER LE MONDE VERS UN AVENIR LIBRE DE TOUT EXTRÉMISME

À Lanao del Sur, une province des Philippines, GCERF a soutenu une série d'initiatives visant à promouvoir la citoyenneté active et le leadership personnel, à renforcer la compréhension de l'identité de la région autonome de Bangsamoro et à répondre aux doléances historiques et à la discrimination qui constituent des facteurs de radicalisation.

Mira est l'une des bénéficiaires de ce programme. La jeune fille de 16 ans vit à Madalum, une municipalité profondément touchée par la violence, notamment au cours des opérations militaires de 2017 menées contre les groupes liés à l'EIL. Comme nombre de ses concitoyens, le rêve d'avenir de Mira s'est entaché de visions de pauvreté, de malnutrition, de maisons abandonnées et de routes non terminées.

Sa participation au programme lui a redonné espoir. Elle s'est rapprochée d'autres jeunes qui traversent des situations semblables à la sienne et qui sont également déterminés à aider leurs communautés.

« Ce projet nous inspire, nous, les jeunes, et nous pousse à participer aux travaux de consolidation de la paix et de développement de nos communautés. Il nous aide à comprendre la valeur d'un environnement en paix, ses conséquences et ses avantages, et ainsi la nécessité de réduire la présence de l'extrémisme violent », explique-t-elle.

Mira a conscience des défis qui se profilent à l'horizon, mais elle est confiante dans le fait qu'avec les bonnes connaissances et les bonnes compétences, elle peut jouer un rôle dans le rétablissement de la paix au sein de sa communauté.

« L'extrémisme violent, s'il n'est pas endigué dès aujourd'hui, ne cessera de croître et de corrompre la liberté et la paix de tout le monde. Ce projet me sert de plateforme pour trouver ma propre valeur et ma propre identité en tant que jeune Moro, ainsi que ma raison d'être au sein de ma famille et de ma communauté », ajoute-t-elle.

“

MIRA

Ce projet nous inspire, nous, les jeunes, et nous pousse à participer aux **travaux de consolidation de la paix et de développement** de nos communautés.

QUI SE TERMINERA AUTREMENT

* le nom a été modifié



GCERF

Preventing Violent Extremism